

## "La crise des Six est terminée mais Bonn reste inquiet" dans The Guardian (31 janvier 1966)

**Légende:** Le 31 janvier 1966, le quotidien britannique The Guardian ne se fait guère d'illusion quant à la portée réelle du compromis de Luxembourg.

**Source:** The Guardian. 31.01.1966. Manchester. "Six crisis ends-but Bonn still anxious ", auteur:Crossland, Norman.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_crise\\_des\\_six\\_est\\_terminee\\_mais\\_bonn\\_reste\\_inquiet\\_dans\\_the\\_guardian\\_31\\_janvier\\_1966-fr-55850f64-f9c7-4a0b-aeb8-fe6626d406c6.html](http://www.cvce.eu/obj/la_crise_des_six_est_terminee_mais_bonn_reste_inquiet_dans_the_guardian_31_janvier_1966-fr-55850f64-f9c7-4a0b-aeb8-fe6626d406c6.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## La crise des Six est terminée mais Bonn reste inquiet

par Norman Crossland

*Bonn, le 30 janvier*

La situation au sein de la Communauté économique européenne était devenue si critique que l'accord de la France de se rasseoir à la table de conférence à Bruxelles, même si les raisons qu'elle avait de le faire sont restées obscures, est interprété à Bonn comme une victoire diplomatique majeure de ses cinq partenaires.

Toutefois, la satisfaction apportée par ce résultat, obtenu après des mois de stagnation au sein de la Communauté, ne cache pas l'inquiétude de savoir si la formule de compromis élaborée lors de la réunion du Conseil de ministres à Luxembourg le week-end dernier résistera à de nouvelles crises. Le désaccord persistant entre la France et les Cinq sur l'application du vote majoritaire soulève la possibilité, pour n'importe lequel des membres, d'invoquer des intérêts nationaux majeurs pour bloquer une décision au sein du Conseil de ministres.

Quelle serait la réaction de la France s'il n'y avait aucune chance d'aboutir à une décision unanime? Répéterait-elle la politique de la «chaise vide»? Voilà le genre de questions qui se posent à Bonn, et il est évident qu'il faudra beaucoup de bonne volonté pour combler l'absence d'une réglementation ferme et rapide à propos du vote majoritaire.

Évidemment, la délégation ouest-allemande se félicite tout particulièrement de la garantie que l'autorité de la Commission, présidée par M. Hallstein, ne sera pas affaiblie, mais les sceptiques affirment que ce problème a simplement été escamoté. Le désir des Français de réduire les pouvoirs de la Commission réapparaîtra, on le craint, lorsque s'ouvriront les discussions sur sa composition.

### Sans illusions

Toujours est-il qu'on a le sentiment que la réunion de Luxembourg a sauvé ce qu'il était possible de sauver. Les Cinq n'étaient pas venus avec l'illusion que la France reviendrait purement et simplement à la position qu'elle avait cérémonieusement abandonnée en juin; et personne parmi les Cinq, à l'exception peut-être des Pays-Bas, n'avait sérieusement envisagé la possibilité de tenter de poursuivre sans la France jusqu'au moment où la Grande-Bretagne pourrait devenir le sixième partenaire. La détermination des Cinq à surmonter la crise et à accepter des compromis équivaut à reconnaître l'indispensable présence de la France dans la Communauté.

A son retour de Luxembourg, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Schroeder, à qui revient largement le mérite d'avoir fait accepter la formule de compromis, a déclaré qu'il s'agissait maintenant avant tout de rétablir la «normalité» dans le travail de la Communauté. Interrogé sur l'attitude du gouvernement fédéral à l'égard de M. Hallstein, il a répondu: «Ce que d'autres font pour leur peuple, nous le faisons pour le nôtre».